



Ville d'Ottignies-Louvain-la-Neuve



SE Ayatollah Ali Khamenei, Guide Suprême
et SE Ayatollah Sadeq Larijani, Responsable du pouvoir judiciaire
c/o Ambassade de la République
islamique d'Iran
Avenue F.D.Roosevelt 15
1050 Bruxelles

Bruxelles, le 27 septembre 2017

Objet : Hamid Babaei a besoin de soins urgents hors de prison

Excellences,

La lettre que nous vous adressons ici est d'une extrême urgence.

Elle concerne Hamid Babaei, dont l'état de santé est des plus alarmants, en raison d'une grève de la faim de près d'un mois et demi, suivie d'un jeûne, que lui et plusieurs codétenus observent pour protester contre les conditions inhumaines auxquelles ils sont soumis dans la section 10 de la prison de Raja'i Shahr.

Hamid Babaei est un doctorant de l'Université de Liège (ULg) condamné le 21 décembre 2013 à six ans d'emprisonnement pour "atteinte à la sécurité nationale par la communication avec des États hostiles". Ces accusations sont nées, semble-t-il, après qu'il a refusé d'espionner des étudiants vivant en Belgique pour le ministère des Renseignements.

La bourse et les autres fonds que l'ULg lui versait ont été considérés comme des « preuves » de ses activités présumées pour le compte d'« États hostiles ». Il n'a pas eu le droit de consulter l'avocat de son choix. En mai 2014, l'appel qu'il avait interjeté en février a été rejeté, mais sa peine a toutefois été commuée à deux ans de prison ferme et quatre ans de liberté surveillée. Hamid aurait donc dû sortir de prison en août 2015, sa détention préventive étant prise en compte.

Mais ce qui nous préoccupe le plus en ce moment sont les récents événements et leurs graves conséquences sur la santé d'Hamid et d'autres prisonniers. Le 30 juillet dernier, 53 prisonniers politiques ont été brutalement transférés vers la section 10 de la prison de Raja'i Shahr, où leurs conditions sont innommables: fenêtres bouchées par des plaques de métal rendant l'air suffocant et humide, accès insuffisant à de l'eau potable et à de la nourriture, visites limitées à une par semaine derrière une vitre, privation de contacts téléphoniques, privation de leurs traitements médicaux et de leurs effets personnels, caméras de surveillance installées jusque dans les douches et les toilettes.

Pour protester contre ces mesures, au moins 17 détenus, dont Hamid Babaei, ont immédiatement entamé une grève de la faim. L'état d'Hamid et de plusieurs autres s'est dégradé au point que selon les médecins de la prison, ils avaient besoin de soins urgents à l'extérieur, mais le transfert à l'hôpital leur a été refusé. Dans un état d'extrême faiblesse, la plupart des prisonniers ont tout récemment décidé de mettre fin à près d'un mois et demi de grève de la faim, pour entamer un jeûne.

Ils se contentent désormais d'un repas par jour, mais leur état reste très alarmant. À l'heure d'écrire ces lignes, aucune de leurs revendications n'a été entendue.

Dès lors, nous vous prions instamment de prendre de toute urgence les mesures suivantes:

- transférer Hamid Babaei et les détenus dont l'état de santé l'exige dans un hôpital en dehors de la prison;
- ne plus soumettre aucun des prisonniers de la section 10 aux conditions inhumaines qui sont les leurs.

Par ailleurs, nous vous rappelons qu'Amnesty International considère Hamid Babaei comme un prisonnier d'opinion et pour cette raison demande sa libération immédiate et sans condition.

Nous vous prions d'agréer, Excellences, l'assurance de notre haute considération.

Michel Beussart, Echevin des droits humains d'Ottignies-Louvain-la-Neuve

Bernard Clerfayt, Bourgmestre de Schaerbeek

Philippe Close, Bourgmestre de Bruxelles Ville

Boris Dillies, Bourgmestre d'Uccle

Vincent Blondel, Recteur de l'Université Catholique de Louvain (UCL)

Calogero Conti, Recteur de l'Université de Mons (UMONS)

Albert Corhay, Recteur de l'Université de Liège (ULg)

Yvon Englert, Président du CRef, Recteur de l'Université Libre de Bruxelles (ULB)

Naji Habra, Recteur de l'Université de Namur (UNamur)

Pierre Jadoul, Recteur de l'Université Saint Louis (USL-B)

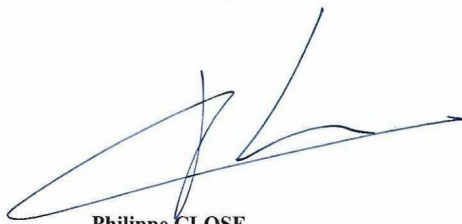
Philippe Hensmans, Directeur d'Amnesty International Belgique francophone



Michel Beussart
Echevin des Droits humains



Bernard Clerfayt
Bourgmestre de Schaerbeek



Philippe CLOSE
Bourgmestre de la Ville de Bruxelles



Boris DILLIES
Bourgmestre



Albert Corhay
Recteur de l'Université de Liège (ULg)

Yvon Englert, Président du CRef
Recteur de l'Université Libre de Bruxelles (ULB)

Calogero Conti
Recteur de l'Université de Mons (UMONS)

Vincent Blondel
Recteur de l'Université Catholique de Louvain (UCL)

Pierre Jadoul
Recteur de l'Université Saint-Louis (USL-B)

Naji Habra
Recteur de l'Université de Namur (UNamur)

Philippe Hensmans
Directeur d'Amnesty International Belgique francophone





Amnesty International est un mouvement mondial de personnes qui luttent pour les droits humains. Elle intervient au nom des victimes de violations de ces droits, en se basant sur une recherche impartiale et sur le droit international. L'organisation est indépendante de tout gouvernement, idéologie politique, intérêt économique ou religion. Prix Nobel de la Paix 1977.

Suivre Amnesty International sur les réseaux sociaux :  facebook.com/amnestybe  twitter.com/amnestybe  youtube.com/amnestybe  instagram.com/amnestybe